

CAHIERS MENSUELS

RENÉ LEFEUVRE

*LA POLITIQUE
COMMUNISTE*

LIGNE ET TOURNANTS

PROBLÈMES ACTUELS

1946

RENÉ LEFEUVRE

**LA POLITIQUE
COMMUNISTE**

LA LIGNE ET LES TOURNANTS

PARIS
1946

La Ligne et les Tournants

« Nous allons toujours suivre les ordres du chef génial des masses prolétariennes. Au moment décisif des révolutions, nous sommes sûrs de la victoire, puisque nous avons derrière nous l'Internationale Communiste qui est le parti mondial de tous les communistes, auquel nous jurons l'obéissance absolue. »

(Lettre à Staline - 26 juillet 1935 - signée : Thorez, Cachin, Gitton, Semard, Monmousseau, Marty, Duclos.)

LE lecteur trouvera ici une série de documents irréfutables concernant l'activité du parti Communiste français, en particulier depuis la signature du pacte franco-soviétique en 1935 entre Laval et Staline jusqu'à la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie. Quelques rappels de la période antérieure à 1935 situent ce que furent les positions théoriques de la Section Française de l'Internationale Communiste. On trouvera également une analyse critique de la Constitution Soviétique.

Les documents que nous publions sont puisés aux sources des collections conservées officiellement et pour eux nous n'avons à craindre aucune espèce de démenti. Ils établissent d'une manière indiscutable que le parti Communiste français a suivi fidèlement toutes les fluctuations de la politique extérieure de l'Etat soviétique. En se livrant à une propagande belliciste à la veille de la guerre, aussi bien qu'en appuyant l'offensive allemande de « paix » qui aurait permis à Hitler de gagner la guerre en 1939, et en dénonçant le gaullisme dans les termes de Gæbbels après la défaite de 1940, le parti Communiste français est resté fidèle à son orientation fondamentale unique et constante : le soutien de la politique étrangère de l'U.R.S.S. quelle que soit son incidence sur les intérêts de la France et de la classe ouvrière française.

Il ne s'agit donc aucunement à ce propos de le taxer

de « trahison » et c'est à bon droit que les thuriféraires de Maurice Thorez ont pu dire du Chef Communiste français qu'il avait été « résistant » à sa manière dès 1939... D'autre part le sacrifice des héros et des martyrs du parti Communiste français à partir du moment où les dirigeants soviétiques contraints par la force des choses (c'est l'Allemagne qui a déclaré la guerre à la Russie) l'ont autorisé à appuyer la résistance antihitlérienne, ce sacrifice n'est nullement en cause. Nous n'estimons pas cependant qu'il puisse servir d'alibi à une politique générale qu'il est bon d'éclairer par son contexte historique si l'on veut en comprendre la véritable signification.

On peut se demander si le public ouvrier qui suit le parti Communiste se rend compte exactement de sa nature. Le parti Communiste se donne en France à la fois comme un parti national, le « grand parti de la renaissance française » et comme le parti de la classe ouvrière. Il n'est en réalité ni l'un ni l'autre. Le nationalisme aussi bien que l'internationalisme du parti Communiste français ne sont que de façade et servent tour à tour à camoufler son asservissement aux manœuvres de la politique extérieure russe. Toute son histoire récente démontre qu'il ne soutient une politique « nationale » en France que dans la mesure où elle coïncide avec les calculs de messieurs Staline et Molotov.

Une orientation de politique extérieure commune à tous les partis socialistes européens et, pour commencer, aux socialistes de France et de Grande-Bretagne, déterminerait probablement un nouveau tournant du P. C. revenant à sa politique de « défaitisme révolutionnaire ». De même une orientation de politique économique et sociale ayant pour but le bien-être et la liberté des travailleurs et non plus la production en vue d'une politique de puissance qu'ils veulent mettre au service des buts de l'U. R. S. S. déterminerait sans doute aussi le même retournement vers le sabotage de la production au lieu du stakhanovisme associé au blocage des salaires. On connaît déjà l'exemple de tels retournements pour des motifs qui n'ont rien à voir avec l'internationalisme.

Le parti Communiste français est la marionnette de l'U. R. S. S. En ce sens il mérite bien l'appellation de « Parti nationaliste étranger » que lui a décerné Léon Blum dans son livre : « A l'échelle humaine ». Un gouvernement communiste en France ne serait qu'un Quisling soviétique.

D'un autre côté il est incontestable que le parti Communiste français est un « parti ouvrier » si l'on entend par là un parti qui rallie dans ses rangs une majorité d'éléments ouvriers sans exclure toutefois ceux de la petite bourgeoisie. Le parti Communiste français a même réussi à acquérir une place prépondérante dans le syndicalisme français mais par des moyens qui le plus souvent constituent la négation même de la démocratie prolétarienne. La géographie électorale de la France dans les régions industrielles montrerait toutefois que le parti Communiste français est encore loin de compte dans sa prétention d'avoir fait la conquête de la majorité de la classe ouvrière. Il ne s'ensuit pas davantage que ce parti soit le parti de la classe ouvrière française en ce sens qu'il représenterait les véritables intérêts de cette classe. Une majorité d'ouvriers abusés par une démagogie sans scrupules peut suivre momentanément un parti politique sans que ce parti devienne pour cela le parti de la classe ouvrière au sens marxiste et révolutionnaire du mot, c'est-à-dire le défenseur de ses intérêts généraux et permanents aussi bien que temporaires et partiels. Le parti Communiste ne saurait être le parti de la classe ouvrière française, d'abord, parce que sa direction est une sorte de « cinquième colonne » étrangère en France, ensuite parce que son idéologie, sa structure et ses méthodes totalitaires s'opposent à la démocratie à laquelle le sort de la classe ouvrière est lié historiquement ; enfin parce que ce parti est totalement dépourvu de principes révolutionnaires ou autres et qu'il a remplacé la stratégie de classe par une tactique opportuniste au service d'un but étranger.

La souplesse tactique du parti Communiste français que les nigards admirent tant, ne vise aucun but révolutionnaire. Elle n'est dans chaque cas que l'adaptation, commandée par en haut à la manœuvre changeante de la

politique russe, hier défensive, aujourd'hui expansionniste conformément aux anciens buts panslaves. Il s'agit dans chaque cas en France comme dans le reste du monde, non pas de défendre la classe ouvrière, mais de défendre auprès de la classe ouvrière et des autres couches sociales les intérêts soviétiques. La besogne des dirigeants du parti Communiste français consiste à détourner la classe ouvrière française des buts qui lui sont propres et d'utiliser sa force pour la convertir en instrument de chantage et de pression destiné à maintenir le gouvernement français dans une ligne conforme aux intérêts russes.

Pour mener à bien ce travail le parti Communiste français bénéficie du prestige de la révolution Russe dont les prolétaires français ne connaissent pas suffisamment l'évolution intérieure ne sachant pas qu'Octobre n'est plus qu'un souvenir — et oubliant que la vieille garde bolchevique a été anéantie par Staline. Ils ignorent le plus souvent que le pouvoir politique et économique loin d'être exercé en U.R.S.S. par la classe ouvrière a été usurpé par une bureaucratie civile et militaire qui monopolise pour son compte personnel les conquêtes réalisées en 1917. Ils ignorent que cette bureaucratie a l'ampleur, les prérogatives et les privilèges d'une nouvelle classe dirigeante, que l'U.R.S.S. n'est pas davantage le pays de l'égalité que celui de la liberté mais vit sous un régime de stricte hiérarchie sociale et de contrainte dictatoriale. Un tel régime n'est pas le socialisme mais correspond à l'avortement de la Révolution socialiste dans un pays arriéré où le capitalisme privé n'ayant pas accompli ses tâches historiques s'est trouvé finalement remplacé par un Capitalisme d'Etat aussi oppresseur et aussi égoïste. La politique d'expansion impérialiste qu'il mène actuellement dans le monde et qui est incontestablement le plus grave danger pour la paix devrait pourtant les éclairer sur la nature de ce prétendu socialisme. A coup sûr il n'est pas souhaitable de voir un tel régime s'installer dans notre pays pour y ruiner les conquêtes démocratiques et compromettre les chances du socialisme européen.

René LEFEUVRE.

LES COMMUNISTES et la DEFENSE NATIONALE

1935-1945

ANTIMILITARISME

La condamnation de toute participation à la Défense nationale pour les socialistes des pays capitalistes était une des vingt et une conditions d'adhésion à l'Internationale communiste.

Cette condamnation a été le credo des communistes de 1920 à 1935, avec toutes les conséquences pratiques qu'elle comportait.

Travail de décomposition dans l'armée ; appui de tous les mouvements séparatistes : Alsace-Lorraine et colonies ; fraternisation et soutien des bandes d'Abd-el-Krim au Maroc en 1925 ; aide inconditionnée au service soviétique des renseignements ; Affaire Crémet-Fantômas.

C'est l'époque où l'Humanité diffusait l'« Hymne des gueules de vaches » sur l'air de « Monte là-dessus » :

REFRAIN DES G.D.V.

En français ça veut dire gueule de vache
C'est bien approprié
Avec la gueule de nos officiers
G.D.V.
L'capiston
Le colon
L'général avec son beau panache
Et tous les lieutenants
Et les adjudants
C'est des gueules de vaches.

(*Humanité*, 22.10.1927.)

1) APRES L'AVENEMENT D'HITLER

Contre les deux ans, les communistes ne sont pas moins énergiques. C'est ainsi que Lucien Sampaix écrit dans *l'Humanité* du 8 décembre 1933 :

« Il faut que la résistance s'affirme dans tout le pays contre l'augmentation du temps de service pour la suppression des périodes et des manœuvres de guerre. »

Le 6 février 1934 ne fait pas les communistes changer d'avis sur le problème de la Défense nationale. *Maurice Thorez* déclare le 26 septembre 1934 :

« Parce que nous subordonnons tout à la nécessité de préparer les prolétaires à la prise du pouvoir, à la dictature du prolétariat, notre attitude en temps de guerre nous fait les adversaires déterminés, farouches de la Défense nationale. »

Le 7 juin 1934, Paul Vaillant-Couturier, dénonce la duperie de la défense passive et affirme que l'ennemi est dans notre pays :

« Or, il n'y a qu'une guerre défensive pour le prolétariat que le combat contre son propre adversaire. Notre ennemi est chez nous. Cela est vrai pour ceux qui subissent Hitler comme pour ceux qui subissent Tardieu. L'ennemi vient, depuis février, de

nous faire 15 morts. Et la campagne de duperie (criminelle au sens littéral du mot) sur l'efficacité de la défense passive contre le gaz, dans la guerre impérialiste en est la plus éclatante des preuves. Aussi nous sommes persuadés que les travailleurs socialistes émus comme nous par les préparatifs de guerre de l'impérialisme français, sauront exiger de leurs chefs de file, qu'ils prennent position sur cette question capitale. »

« C'EST LA GUERRE CIVILE QUI NOUS INTERESSE »

« Il faut transformer la guerre impérialiste en guerre civile », déclare Marcel Cachin, le 23 juin 1933, à la Conférence nationale du parti communiste, et il ajoute :

« Le P.C. a appris lui-même à lutter contre la guerre. Il a élaboré un programme d'action contre sa préparation. Il fait sa propagande dans l'armée et a puisé dans l'arsenal bolchevik les conseils et les exemples concrets pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile. »

Le 21 octobre 1934, Raymond Guyot, président de la Fédération des Jeunesses communistes, actuellement, membre de l'Assemblée Constituante, propose aux Jeunesses socialistes une action commune contre les deux ans. L'article 2 des propositions stipule :

« Condamnation de la Défense nationale en régime capitaliste, action « antimilitariste » résolue auprès des jeunes travailleurs, conscrits et soldats. »

Le 15 juin 1934, *Staline n'ayant pas encore fixé sa politique*, le parti communiste s'en tient à sa position traditionnelle, *Maurice Thorez*, à la tribune de la Chambre, condamne dans un discours, reproduit ensuite en brochure par le parti communiste, la *Défense nationale*, et dit aux socialistes :

« Vous avez tenu à souligner — c'est votre droit — que vous étiez des hommes de la Défense nationale. Pour nous, nous sommes contre la *Défense nationale*. Nous avons dit : Nous sommes nous, les partisans de Lénine, les partisans du défaitisme révolutionnaire. »

2) PAS DE PATRIE

« Nous ne voulons pas un seul instant croire à la Défense nationale. Nous en sommes restés, nous communistes, à cette phrase du manifeste de Marx : « les prolétaires n'ont pas de patrie ».

3) PAS D'UNION SACREE

D'autre part, M. Dewès, député communiste, termina le 16 juin 1934, son discours à la Chambre par ces mots :

« Pour les travailleurs de ce pays, pas de Défense nationale dans le cadre du régime capitaliste. Ils suivront le mot d'ordre de Karl Liebknecht. Ils comprendront que leur ennemi est dans leur propre pays. Ils repousseront l'union et préféreront l'insurrection à la guerre. »

Le 15 mars 1935, Maurice Thorez, à la même tribune, répondant à ceux qui affirment que les travailleurs français se lèveront pour résister à une agression hitlérienne, déclare :

4) PAS DE GUERRE DE LA DEMOCRATIE CONTRE LE FASCISME

« Ici, je veux répondre à l'affirmation qu'on a produite à cette tribune : les travailleurs de France se lèveront pour résister à une agression hitlérienne. Nous, nous ne permettons pas qu'on entraîne la classe ouvrière dans une guerre de défense de la démocratie contre le fascisme. (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche communiste.*)

« Je déclare nettement que les communistes ne laisseront pas propager un pareil mensonge, une telle illusion. » (*Très bien! très bien! à l'extrême gauche.*)

Le 15 mars 1935, lorsqu'il était déjà question d'unité et de Front populaire, Thorez terminait ainsi son discours contre les deux ans, à la Chambre :

« Sans doute, les divergences fondamentales séparent sur la question de la lutte contre la guerre notre parti communiste du parti socialiste. Le parti socialiste se prononce pour la Défense nationale, alors que le parti communiste reste fidèle au mani-

feste de Karl Marx et d'Engels : les prolétaires n'ont pas de patrie. Mais nous pouvons nous entendre pour la lutte commune contre les deux ans... Les communistes ne s'en tiendront naturellement pas qu'à une simple propagande contre la guerre. Nous sommes résolus à accomplir sans défaillance et en dépit de la répression la tâche antimilitariste. »

MAI 1935

Premier tournant : « Vive la France » « Vive l'armée »

En mai 1935, c'est le voyage de Pierre Laval à Moscou, et la fameuse déclaration de Staline du 8 mai 1935, qui dit :

« Monsieur Staline comprend et approuve pleinement la politique de Défense nationale faite par la France, pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »

FRONT FRANÇAIS

Les communistes français ont immédiatement reconsidéré leur position et voté les crédits militaires à partir de 1936. Brûlant les étapes, ils ont alors préconisé « le Front français ». Finie l'époque des « gueules de vaches » et des « brutes galonnées ». Lucien Sampaix fait appel « aux officiers français patriotes ».
(*Humanité*, 3.8.1936.)

Tandis que Gabriel Péri, le 14 novembre 1936 écrivait :

« Notre sympathie va tout entière aux masses laborieuses de Tchécoslovaquie, aux minorités nationales slovaques, allemandes, juives, hongroises, opprimées par le gouvernement central de Prague. »

Maurice Thorez, lors de Munich, déclarait le 7 octobre 1938 :

« Le diktat de Munich, c'est d'abord le démembrement de la Tchécoslovaquie, d'un peuple jusqu'alors ami et allié de la France, c'est le sacrifice imposé à la nation de Mazaryk. »

L'ALLEMAGNE DE GOETHE...

Alors que les communistes cultivent la haine contre le « peuple » allemand, il est bon de rappeler un tract de l'Humanité du 7 septembre 1938 :

Mais le peuple français ne confond pas et ne confondra jamais le peuple allemand avec ses bourreaux qui, incapables de donner du pain aux ouvriers et aux paysans, veulent les faire tuer sur les champs de bataille.

La France du Front populaire ne confond pas l'Allemagne de Beethoven, de Goethe, de Kant et de Schiller, qu'elle admire et qu'elle aime, avec l'Allemagne des camps de concentration de l'hitlérisme.

Peuple allemand, qui veut la paix et qui veut la grandeur de ton pays par le travail et non par la guerre, tu dois savoir que, si Hitler déclenche la guerre, il trouvera en face de lui des forces matérielles et morales dont il ne soupçonne pas l'ampleur.

A l'heure de l'agression hitlérienne, les communistes promettaient d'être là...

Hitler déchaînant la guerre aurait contre lui le peuple de France tout entier avec d'énormes moyens matériels, avec son courage, son amour de la liberté, son attachement au Front populaire et sa volonté indomptable de rester maître de son destin.

Il aurait contre lui l'Angleterre démocratique avec ses innombrables moyens d'action, tant maritimes que militaires.

Il aurait contre lui les Etats-Unis d'Amérique avec leur formidable armature économique et leurs immenses réserves.

Il aurait contre lui le grand pays du socialisme, l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui a montré au Japon la puissance de ses moyens d'action et qui constitue un péril redoutable pour les fauteurs de guerre.

Français, qui voulez vivre libres et en paix, soyez tous unis pour signifier à Hitler et à ses agents que vous voulez rester les maîtres de votre destinée et pour dire aussi qu'ennemis du fascisme international, vous souhaitez voir un jour prochain la France du Front populaire libre, forte et heureuse, fraternellement unie à une Allemagne libre, forte et heureuse dans la grande communauté européenne et universelle.

Après avoir, pendant quatre ans, prêché la croisade des démocraties contre le fascisme, à l'heure du danger, parce que l'U.R.S.S. changeait provisoirement de camp, les communistes devaient faire un nouveau et brusque tournant. Il y eut plusieurs jours de confusion : leurs maîtres moscovites avaient dédaigné de prévenir leurs serviteurs si dévoués.

III

23 AOUT 1939

Second tournant : Le pacte germano-russe

Après le pacte germano-soviétique du 23 août 1939, le parti communiste donne comme nouveau mot d'ordre : « Révolte au front et à l'arrière ».

Pendant quelques semaines les dirigeants communistes, surpris par le pacte qui avait été signé sans les prévenir, prisonniers des positions qu'ils avaient tenues pendant plus de quatre ans, ne savent trop comment s'en dégager, et votent encore le 1^{er} septembre 1939, les crédits de guerre.

1) HITLER NE VEUT PAS LA GUERRE

Le 24 août 1939, Aragon dans *Ce Soir* tient à prouver que l'U.R.S.S. sert la paix et qu'Hitler n'a pas pris Dantzig. Il soutient le thème du bluff allemand :

« Je le répète, écrit-il, la guerre a reculé hier et déjà les postes de radio le constatent ce matin, le ballon d'essai antisoviétique qui, prétendant qu'en conséquence du pacte Berlin-Moscou, un ultimatum de 24 heures était envoyé à la Pologne, à propos de Dantzig, était un faux, pour exploiter l'état d'esprit développé à Paris par une presse en délire. Les 24 heures sont passées, Hitler n'a pas pris Dantzig. On fera bien de se méfier des fausses nouvelles. »

L'absence des ordres de Moscou se fait sentir, les meilleurs militants et les dirigeants du P.C. sont dans le brouillard. *Le 26 août 1939, les communistes affirment encore qu'il faut défendre la Pologne :*

« La tâche de la minute présente est d'unir tous les Français, les unir contre Hitler, représentant du fascisme le plus bestial dont le parti communiste est plus que jamais l'ennemi implacable. »

Mais la Russie est devenue l'alliée de l'Allemagne. La France et l'Angleterre sont en guerre avec le Reich. Les communistes sont devenus défaitistes. Eux qui voulaient mourir pour Dantzig ne marchent plus. Il est vrai que la question de la Pologne a été réglée amicalement par le Reich et l'U.R.S.S. le 28 septembre 1939. Cet accord approuve purement et simplement le dépècement polonais. En voici le texte :

2) TEXTE DE L'ARRANGEMENT SOVIETO-ALLEMAND RELATIF A LA POLOGNE

« Le gouvernement du Reich et le gouvernement de l'Union soviétique, ayant réglé, par arrangement, signé aujourd'hui définitivement les questions qui découlent de la dissolution de l'Etat polonais, et ayant ainsi créé une base pour une paix durable en Europe orientale, expriment en commun, l'opinion qui correspondrait aux véritables intérêts de toutes les nations, de mettre fin à l'état de guerre qui existe entre l'Allemagne d'une part, et la France et l'Angleterre d'autre part. »

Accord complet

« Les deux gouvernements entreprendront donc des efforts communs le cas échéant, d'accord avec d'autres puissances amies pour parvenir le plus rapidement possible à ce but. »

Une menace

« Si toutefois, les efforts des deux gouvernements restent sans succès, le fait serait alors constaté que l'Angleterre et la France

sont responsables de la continuation de la guerre. Dans le cas de cette continuation, les gouvernements du Reich et de l'Union soviétique se consulteraient réciproquement sur les mesures nécessaires. »

(Signé : Von Ribbentrop-Molotov.)

Alors, rapidement, un « redressement » du parti s'opère : *L'article de Dimitrov, l'appel de l'Internationale communiste, la lettre ouverte de « Marty à M. Léon Blum », lettre du 4 novembre 1939, de Thorez au Daily Worker* précisent les arguments de la nouvelle orthodoxie.

3) POLITIQUE DE COLLABORATION

Lettre à Léon Blum

Dans sa lettre à Léon Blum, dont la publication en France, fin 1939 devait motiver le retrait de la nationalité française à André Marty, nous relevons notamment :

« Qui mène cette guerre ?

« Daladier pleins pouvoirs, Daladier antiparlementaire, Daladier pouvoir personnel, qui concentre entre ses mains cinq ministères. Le gouvernement français ne couvre-t-il pas les feuilles infâmes de diffamation et de meurtre, alors qu'il a interdit le seul journal libre de France, *l'Humanité* de Jaurès et de Vaillant-Couturier, *l'Humanité* de Cachin et du parti communiste.

« A la faveur de la guerre, le gouvernement auquel vous apportez votre soutien total a liquidé les lois sociales et les derniers restes de libertés démocratiques, ce gouvernement inflige au peuple de France la répression la plus dure qu'il ait connue depuis celle qui suivit la Commune. Il met en œuvre des méthodes qui se différencient de moins en moins de celles d'Hitler. »

(Lettre à M. Léon Blum parue dans l'hebdomadaire *Le Monde*, du 4.10.39, éditée à Bruxelles pour remplacer la correspondance internationale.)

Thorez devient munichois et déserte

Maurice Thorez dans sa déclaration au journal communiste anglais, que *l'Humanité clandestine* du 27 novembre 1939 a reproduite, explique qu'il a déserté pour mener le combat contre la guerre :

« Les forces de réaction en France expriment la même fureur devant la dénonciation que nous avons faite de buts impérialistes de la guerre imposée au peuple français. Des hommes sont tués et on se prépare à en faire tuer davantage pour la défense des coffres-forts des capitalistes. Les communistes luttent de toutes leurs forces contre la guerre impérialiste... »

Nous agissons comme les vrais défenseurs du peuple français en ne voulant pas que les jeunes gens de notre pays soient les victimes du massacre causé par les capitalistes anglais dans la guerre d'intérêts qu'ils font contre les capitalistes allemands. »

(Lettre de M. Thorez au journal communiste *Daily Worker*, reproduite par *l'Humanité clandestine* n° 7 du 17 novembre 1939. Article intitulé : Maurice Thorez vous parle).

4) LE POINT DE VUE DE MOSCOU

Déclaration de Molotov

A la même date, M. Molotov s'adressant au Soviet suprême de l'U.R.S.S. déclarait :

« Il est criminel de faire la guerre à l'hitlérisme, une guerre de ce genre ne saurait être justifiée en aucune façon. L'idéologie de l'hitlérisme, comme tout autre système idéologique peut être reconnue ou rejetée, c'est une question d'opinions politiques. Mais n'importe qui comprendra qu'on ne saurait en finir avec elle par la guerre. »

« C'est pourquoi, il est insensé, voire criminel, de mener une semblable guerre pour l'anéantissement de l'hitlérisme en la couvrant du faux drapeau pour la lutte pour la démocratie. »

Un blâme

Les communistes français sont blâmés par le Komintern pour leur tiédeur. L'éditorial des *Cahiers du Bolchevisme*, publiés à la fin de 1939, dénonce « l'opportunisme du groupe parlementaire communiste, de lourdes fautes ont été commises ».

« Le groupe parlementaire n'utilise point l'unique séance de la Chambre pour protester contre la politique de réaction et de guerre de Daladier et des chefs socialistes. Il vote les crédits de guerre. Tout cela ne pouvait qu'affaiblir la lutte du parti et des travailleurs contre la guerre impérialiste, contre la besogne de trahison et de provocation, des chefs socialistes et de quelques renégats passés à l'ennemi. »

Le Comité central n'a pas compris

« Le Comité central aussi a commis de grosses fautes. Le Comité central, précédant les *Cahiers*, n'a pas compris à temps la signification des changements qui se précipitaient à la fin du mois d'août et au début de la guerre. »

IV

PAIX IMMEDIATE

La lettre des députés communistes à M. Herriot

Les nouveaux mots d'ordre ont leur répercussion sur le plan parlementaire. Le 1^{er} octobre, les députés communistes envoient au président Herriot, la lettre signée *Ramette et Bonte* par laquelle ils demandent la convocation immédiate du Parlement pour examiner les propositions hitlériennes de paix.

« Monsieur le président,

« La France va se trouver incessamment en présence de propositions de paix, et à la seule pensée que la paix prochaine pourrait être possible, une immense espérance soulève le peuple de notre pays, qu'angoisse la perspective d'une guerre longue qui ensevelira les trésors de la culture humaine sous des monceaux de ruines et coûterait la vie à des millions d'hommes, de femmes et d'enfants confondus dans le massacre.

« Est-il possible que des propositions de paix puissent être rejetées avant d'être connues et sans que la représentation nationale et souveraine ait été consultée ?

« Nous ne le pensons pas quant à nous, et nous vous deman-

dons, en tant que président de la Chambre, d'intervenir auprès des pouvoirs publics pour demander :

« 1^o) Que le Parlement soit appelé à délibérer en séance publique sur le problème de la paix ;

« 2^o) Que les parlementaires aux armées puissent prendre part aux délibérations sur cette question capitale, d'où dépend la vie, ou la mort de millions de Français.

« Chaque Français veut la paix, car il sent qu'une guerre de longue durée serait terrible pour notre pays et compromettrait à la fois son avenir et ses libertés démocratiques. Il faut empêcher que l'on puisse rejeter à priori des propositions de paix, et nous conduire par cela même à l'aventure et aux pires catastrophes.

« Voilà pourquoi nous avons conscience de servir les intérêts de notre pays en demandant que les propositions de paix qui vont être faites à la France soient examinées avec la volonté d'établir au plus vite une paix juste, loyale, durable, que du fond de leur cœur souhaitent tous nos citoyens.

(Signé : F. Bonte, Ramette, députés.) »

1) SABOTAGE A L'USINE — SABOTAGE AU FRONT

A ce moment, le parti communiste commence et intensifiera jusqu'à juin 1940 sa campagne contre la guerre, en organisant la révolte au front, le sabotage dans les usines travaillant pour la Défense nationale.

Dans toute cette période les mots d'ordre lancés par différents tracts sont : *Paix immédiate*, c'est-à-dire le même que celui du manifeste signé en septembre par Déat, auquel le parti communiste reproche de s'être « dégonflé ».

(Tract de la banlieue ouest en décembre 1939.)

« Le gouvernement appuyé par la réaction et par les chefs socialistes, prétend qu'il fait la guerre de la liberté contre le fascisme. Rien n'est plus faux. Comme en 1914, ce sont les intérêts des capitalistes qui sont en jeu et ce sont les ouvriers

et les paysans que l'on envoie au massacre pour défendre les intérêts qui ne sont pas les leurs. »

Appel aux femmes françaises à la même date :

« Nous ne voulons pas que nos poilus meurent pour la finance internationale. Les Français veulent vivre. Vive la paix ! A bas la guerre ! »

(Tract de la région parisienne en février 1940.)

« PAR TOUS LES MOYENS »

« Par tous les moyens appropriés, en mettant en œuvre toutes vos ressources d'intelligence et vos connaissances techniques, empêchez, retardez, rendez inutilisables les fabrications de guerre. »

En mars 1940, devant le Tribunal militaire de Paris, le député Billoux, actuellement ministre de la Reconstruction, déclare :

« La guerre qui se déroule actuellement, c'est une guerre impérialiste. Il y a deux camps opposés l'un à l'autre. L'Allemagne d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre. Question de vie ou de mort pour l'Angleterre qui par des guerres impérialistes successives menées contre la France, les Indes, la Birmanie, a asservi sous sa domination des peuples. *Nous sommes pour la paix, parce que nous ne voulons pas, nous, Français, travailler pour que les Hindous et les Sud-Africains continuent à pourrir dans les prisons.* »

2) LA POLITIQUE COMMUNISTE JUGEE PAR LES RADICAUX

Le gouvernement français lui-même stigmatise violemment « ces menées de la trahison ». M. Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur, s'écriait en séance du Sénat, le 19 mars 1940 :

« La propagande communiste et hitlérienne — elles ne font qu'une — la propagande ennemie. J'ai eu l'occasion de m'en expliquer devant votre commission de législation criminelle et civile. Le chef de cette propagande est le chancelier Hitler, dont le bolchevik est le « lieutenant » s'il était besoin de faire la

preuve de cette affirmation, il suffirait d'indiquer avec le fait que ce sont les avions allemands qui éparpillent les tracts communistes, cet autre fait que les postes de radio de la propagande communiste, « La Voix de la Paix », « Radio-Humanité » qui sont répétées, lancent leurs émissions du territoire allemand. »

(Journal Officiel du 20 mars 1940, page 266.)

3) LA POLITIQUE RADICALE JUGEE PAR LES COMMUNISTES

Après l'armistice de 1940, les communistes dénoncent la politique de guerre de la France et fustigent les radicaux et tous les partis qui ont soutenu la Défense nationale, dans un tract distribué en juillet 1940, ils stigmatisent ainsi la politique française :

« La France meurtrie, douloureuse, trahie par ses dirigeants, subit la rançon de la défaite. Voilà où nous ont conduits les politiciens à la Daladier, à la Reynaud, à la Mandel, qui, soutenus par un Parlement de valets et de corrompus, ont poussé la France à la guerre pour servir les intérêts des ploutocrates, pour supprimer les libertés politiques, pour faire régner la terreur, écraser le peuple et porter les armes contre l'U.R.S.S., pays du socialisme (envoi de matériel aux gardes blancs finlandais et constitution de l'armée Weygand en Syrie).

« La clique de dirigeants banqueroutiers de la politique de guerre a bénéficié de l'appui de tous les partis unis dans une même besogne de trahison, et dans une même haine de la classe ouvrière et du communiste. Le parti radical avec ses Daladier, ses Bonnet, ses Chautemps et ses Chichery ; le parti socialiste, avec ses Blum, ses Sérol, ses Ziromski, ses Paul Faure ; les partis de droite, avec Flandin, Marin, Laurent, Laval, Chiappe ; l'U.R.S., avec Frossart, de Monzie, Déat, Marquet ; le P.S.F., avec La Rocque et Ybarnégaray ; la bande de Doriot et les chefs usurpateurs de la C.G.T., les Jouhaux, Belin, Dumoulin, etc... sont tous responsables du malheur de la France. »

V

JUILLET 1940 — JUIN 1941

1) La collaboration

Collaboration et fraternisation sont les mots d'ordre de *l'Humanité clandestine* qui dans son n° du 14 juillet 1940 publie deux articles significatifs :

« *Travailleurs français et soldats allemands* »

« Il est particulièrement réconfortant en ces temps de malheur de voir de nombreux travailleurs parisiens s'entretenir amicalement avec des soldats allemands, soit dans la rue, soit au bistrot du coin.

« Bravo! camarades, continuez, même si ça ne plaît pas à certains bourgeois aussi stupides que malfaisants. »

« *Et le peuple de France veut la paix* »

« Il demande d'énergiques mesures contre tous ceux qui par ordre de l'Angleterre impérialiste voudraient entraîner à nouveau les Français dans la guerre. »

Le même journal dans le n° 61 du 13 juillet 1940, publie la note que voici :

« *Fraternité franco-allemande* »

« Les conversations amicales entre les travailleurs parisiens et soldats allemands se multiplient. Nous en sommes heureux. Apprenons à nous connaître et quand on dit aux soldats allemands

que les députés communistes ont été jetés en prison pour avoir défendu la paix, quand on dit qu'en 1923 les communistes se dressèrent contre l'occupation de la Ruhr, on travaille pour la fraternité franco-allemande.

SOUTIEN DE LA PROPAGANDE ALLEMANDE

Dans un autre tract, distribué en mars 1941, et intitulé « Au service du peuple », ils préconisent :

« 1°) Etablissement de rapports fraternels entre le peuple français et le peuple allemand, en rappelant l'action menée par les communistes et par le peuple français contre le traité de Versailles, contre l'occupation du bassin de la Ruhr, contre l'oppression d'un peuple par un autre peuple;

« 2°) Conclusion d'un pacte d'amitié et d'un traité commercial avec l'U.R.S.S. et poursuite résolue d'une politique de paix, destinée à tenir la France en dehors du conflit impérialiste. »

2) POUR LA LEGISLATION OFFICIELLE DU PARTI

Le parti communiste entre, au début de juillet, en pourparlers avec les Allemands pour obtenir la législation du parti et de la presse communiste, la réinstallation des élus communistes dans les mairies et la libération de tous les communistes arrêtés. Dans l'argumentation fournie aux Allemands pour justifier leurs titres à leur bienveillance, on insiste sur l'attitude hostile au traité de Versailles et surtout sur la lutte que le même parti a conduit seul en faveur du pacte germano-soviétique et contre la guerre. Cette argumentation est développée dans des centaines de tracts et journaux et surtout dans la brochure *Nous accusons* publiée en octobre 1940. Dans cet opuscule, on peut lire notamment :

« Les dirigeants du Reich ayant affirmé au peuple allemand que la guerre leur avait été imposée par les gouvernements de Londres et de Paris, ils avaient ajouté que l'armée allemande n'avait pas d'autre ennemi que la ploutocratie occidentale. Ils avaient dit encore que l'Allemagne se félicitait d'entretenir, depuis le 23 août 1939, des relations de bon voisinage avec l'U.R.

S.S. Aussi les communistes français répliquèrent : « S'il en est ainsi, accordez vos actes à vos déclarations, des milliers d'hommes sont en prison et dans les camps parce qu'ils ont lutté contre la guerre. Qu'on les libère ! Des municipalités ont été destituées parce qu'elles étaient dirigées par les adversaires les plus déterminés de la ploutocratie française ; qu'on réinstalle les municipalités ouvrières ! Des journaux ont été supprimés parce qu'ils ont approuvé le pacte soviéto-allemand ; qu'on restitue le droit de parution légal à *l'Humanité*, à *Ce Soir*, à *l'Avant-Garde*, à la *Vie ouvrière*, à la revue *Russie d'aujourd'hui*. » Et ce langage était le seul digne du peuple français et du peuple allemand. (Page 42-3, de la brochure.) A la demande du P.C. la propagande Staffel autorisa alors la parution de *l'Humanité*, mais le gouvernement de Vichy obtint alors que cette décision soit reportée.

3) FRONT UNIQUE AVEC LES NAZIS

Les communistes ont donc proposé aux autorités allemandes une sorte de « Front unique » contre tous les partis qui avaient trempé dans la guerre. Si ce « Front unique » n'a pas été très loin, la faute n'en est point au parti communiste...

L'armistice et la paix

Le parti communiste ne se prononce pas contre l'armistice, s'il le condamne parfois, c'est uniquement parce qu'il a été conclu par Pétain et non par lui.

Dans la brochure « Jeunesse de France » (page 43), publiée en septembre 1940, on peut lire :

« Nous n'avons jamais cru que l'existence d'un régime déterminé en Allemagne dut constituer un obstacle entre la France et l'Allemagne. Nous proclamons sans réticence que si nous avions dirigé les destinées de la France en juin 1940, comme les bolcheviks dirigeaient les destinées de la Russie en 1918, nous aurions mis fin à la guerre, nous aurions signé la paix comme les bolcheviks l'ont signée en 1918. »

VI

Politique intérieure

Si la collaboration du P.C. sur le plan franco-allemand, ne diffère pas essentiellement de celle que pratiquent Déat, Doriot, de Brinon et Laval, sur le plan intérieur, la propagande communiste s'associe et appuie plus nettement la propagande de ces derniers.

Dans le même tract, cité plus haut, ils demandent que les tribunaux populaires jugent *les responsables de guerre* : ils donnent des noms :

1) L'ancien Président de la République (Lebrun).

2) Les présidents du Sénat et de la Chambre (Jeanneney, Herriot).

3) Les anciens présidents du Conseil depuis 1933 (*Paul Boncour*, Sarraut, Chautemps, Flandin, Laval, *Blum*, Daladier, Reynaud).

4) Les anciens ministres de la Défense nationale (guerre, marine, air) depuis 1933 (Daladier, colonel Fabry, général Morin, maréchal Pétain, *Pierre Cot*, général Denain, Marcel Déat, *Campinchi*, etc...)

5) Les anciens ministres des Affaires étrangères (Bonnet, Laval, Delbos, Flandin).

6) Les députés et les sénateurs ayant soutenu la politique de guerre de Daladier et Reynaud.

7) Les journalistes, hommes publics et agents occultes, ayant mené campagne en faveur de la guerre contre l'U.R.S.S. dans le secret dessein de l'affaiblir et de préparer la défaite.

8) Les généraux Gamelin et Weygand et les membres des Conseils supérieurs de la guerre, de la marine et de l'air depuis 1933.

9) Les gouvernements, hommes politiques et journalistes qui, depuis l'armistice ont trahi les intérêts de la France, détruit les libertés publiques et honteusement sacrifié l'intérêt de la nation aux intérêts des trusts et des oligarchies capitalistes et demandent :

« Publication de tous renseignements relatifs à la culpabilité des responsables de guerre.

« Publication de toutes les clauses secrètes des divers traités conclus par la France, afin d'informer le peuple des agissements de ses gouvernements. »

2) C'EST AU PARTI COMMUNISTE D'INSTRUIRE LE PROCES

L'Humanité d'octobre 1940 écrit :

« Il y a trois mois, après les journées de débâcle, les généraux battus et les politiciens faillis avaient promis que les coupables seraient jugés et châtiés. Un tribunal serait convoqué qui frapperait vite et fort. On sait ce qu'il advint de cette farce... Tirons l'échelle. Le procès des responsables de la guerre ne relève pas de la Cour de Riom. Il relève de la classe ouvrière française. Un seul parti peut l'instruire, le parti communiste. »

Pendant tout le procès, journaux et tracts communistes injurient les accusés et réclament que le procès juge non seulement de la défaite mais des responsabilités de la déclaration de guerre, adoptant ainsi la thèse de Hitler, que même Pétain n'avait pas acceptée.

3) CONTRE LE MAQUIS

Précédant les milices de Déat et Darnand, le parti communiste s'élève avec force contre la participation des maquisards à la guerre au côté des Alliés.

Les communistes se félicitent d'abord de leur attitude antibelliciste depuis le début de la guerre en septembre 1939 :

« En nous dressant contre la guerre impérialiste, dans laquelle la France avait été jetée par un gouvernement indigne, soutenu par un Parlement unanime, à l'exception des communistes, nous avons rempli notre devoir de politique révolutionnaire. »

(1941. Thorez et Guillon. Lettre aux militants communistes.)

« Le parti communiste français a combattu le traité de Versailles, l'occupation de la Ruhr et a défendu le peuple allemand contre les impérialistes alliés. »

(*Humanité clandestine*, février 1941.)

L'Humanité clandestine du 6.2. 1941 fait l'éloge de J. Rieu qui, en pleine guerre, en avril 1940, a dénoncé les fauteurs de guerre et combattu de toutes ses forces l'équipe Reynaud, alors au pouvoir.

Le parti communiste accuse Vichy de favoriser un mouvement secret de révolte :

« La racaille fasciste de Vichy mise sur l'Angleterre et l'Amérique. »

(*Humanité clandestine*, 8.2.41.)

« Les ploutocrates anglo-américains se font plus pressants ; chacun essayant à nouveau d'entraîner la France dans une guerre impérialiste. »

« Les jeunes engagés (ceux qui passèrent à la France libre, N.D.L.R.) feront de la chair à canon pour les champs de bataille coloniaux où se disputent les impérialismes aux prises. »

(*Humanité clandestine*, 13.2.41.)

M... POUR DE GAULLE

Le parti communiste est dans cette période, non seulement violemment antisocialiste, mais aussi violemment antigauilliste. Dans le premier numéro de *L'Humanité* publié après l'armistice (n° 58 du 1^{er} juillet 1940) on peut lire :

« Le général de Gaulle et autres agents de la finance anglaise voudraient faire battre les Français pour la City. Les Français répondent le mot de Cambronne à ces messieurs. »

Lorsqu'à la fin de mai 1941, les événements des Balkans, les entretiens de Darlan avec Hitler à Berchtesgaden et autres in-

dices prouvent que la situation internationale est en pleine évolution, le parti communiste lance un appel à la constitution du Front National, mais en précisant qu'il réclame : « La poursuite résolue d'une politique de paix destinée à tenir la France hors du conflit (Cahiers du Bolchevisme, 2^e et 3^e trimestres 1941, p. 26) et met en garde le pays contre les gaullistes :

« Certains Français et certaines Françaises qui souffrent de voir notre pays opprimé par l'envahisseur, placent à tort leurs espoirs dans le mouvement de Gaulle. »

Id. page 27 :

« De Gaulle a déclaré à la radio de Londres qu'il entendait rassembler tous les Français qui luttent pour la liberté. Or, ce Monsieur a fait partie de l'état-major de Gamelin, Weygand, et autres généraux jésuites qui, bien que renseignés sur les forces en présence, ont mené leurs soldats à la boucherie. De Gaulle poursuit sa carrière en Angleterre, où il est l'allié du gouvernement réactionnaire anglais, des lords et des banquiers. »

(*Humanité clandestine* n° 4, janvier 1941.)

« Le mouvement des de Gaulle et des Larminat, foncièrement réactionnaire et antidémocratique ne vise à rien d'autre, lui aussi, qu'à priver notre pays de toute liberté en cas d'une victoire anglaise. »

(M. Thorez et J. Duclos, *Humanité clandestine* du 18 mars 1941, consacrée à l'anniversaire de la Commune).

CONTRE LES ETATS-UNIS

Jacques Duclos, en 1941, n'est pas moins catégorique :

« Expliquons-nous : la puissance qui, de l'autre côté de l'Atlantique, se couvre d'une carapace d'acier et qui va mobiliser pour la guerre le travail de ses concitoyens, dont les avions vont sillonner le ciel de l'Europe, quelle est-elle ? Que représente-t-elle ? Elle représente l'omnipotence des trusts, le pouvoir du capitalisme le plus évolué. C'est la direction de quelques familles oligarchiques qui descendent dans l'arène de la guerre. »

(Brochure n° 3. *L'impérialisme américain et la guerre mondiale*. 5 mars 1941.)

VII

JUIN 1941

Troisième tournant

En juin 1941, le Reich déclare la guerre à l'U.R.S.S.; immédiatement, nouvelle attitude des communistes. Ils deviennent antiallemands, gaullistes, proanglo-saxons.

Inutile de citer des textes, tout le monde les connaît.

DEUXIEME PARTIE

LE PROBLEME DE L'UNITE OUVRIERE

La troisième internationale

La II^e Internationale, qui continuait en 1919 la I^{re} Internationale de 1864-1876, groupait tous les partis ouvriers du monde, unis pour l'action de classe du prolétariat organisé autour de la doctrine socialiste marxiste.

Mais les bolcheviks ayant réussi la Révolution d'Octobre, voulurent accaparer les forces prolétariennes pour en faire un instrument au seul service de l'U.R.S.S. Ils proposèrent alors la création d'une III^e Internationale à laquelle ne pouvaient adhérer que les socialistes décidés à se placer sous l'obéissance de Moscou.

1) LES VINGT ET UNE CONDITIONS

Les vingt et une conditions d'adhésion à la III^e Internationale, rédigées pour obtenir une scission dans tous les partis socia-

listes du monde, furent présentées au Congrès socialiste de Tours, en 1920.

Ces vingt et une conditions constituent les statuts de la III^e Internationale, qui établissait sur les partis nationaux, simples sections d'un parti mondial, le contrôle omnipotent d'un Comité exécutif siégeant à Moscou, et instituaient une centralisation dictatoriale.

Ces conditions précisaient :

Article I. — L'Internationale communiste est l'organisation des partis communistes des différents pays en un parti communiste mondial.

Article XIV. — Toutes décisions prises dans les congrès des partis locaux, ainsi que celles des comités centraux, peuvent être modifiées par le Comité exécutif.

Article XV. — Les décisions du Comité exécutif sont obligatoires pour toutes les sections, et doivent être immédiatement appliquées par celles-ci.

C'était donc la fin de la démocratie à l'intérieur des partis. Les vingt et une conditions furent encore, en ce qui concerne la section française de l'Internationale ouvrière, aggravée par le télégramme de Zinoviev, au Congrès de Tours, dénonçant droitiers et reconstructeurs.

Il fallait renoncer à toute autonomie tactique et d'organisation, au seul bénéfice d'une section nationale, la section russe. Malgré cela, la scission s'opéra.

Mais dès 1924, une proportion énorme de ceux qui, en 1920, avaient voté avec les partisans de la III^e Internationale, quittaient le parti communiste et nombre d'entre eux rejoignaient le parti socialiste.

LES VICISSITUDES DE L'UNITE

1.) 1921-1934. — L'unité est une trahison

Pendant 13 ans (1921 à 1934) les communistes ont considéré « comme une trahison à la classe ouvrière » toute tendance à l'unité organique avec les socialistes. Ils ont proposé « le front

unique à la base » desiné à noyauter la S.F.I.O. et à la disloquer. Lorsqu'ils ont accepté de traiter avec les dirigeants, ce fut dans le but déclaré de « démasquer » les chefs du parti et de favoriser l'action par en bas. Quelle que fut la formule employée, le sens de l'opération restait celui de la « volaille à plumer ».

2.) 1935-1936. — Unité ! Unité !

Pendant la période du Front populaire (1935-1939) la plateforme d'unité des communistes n'était que la reprise à peine camouflée des vingt et une conditions dont ils savaient que la plupart étaient, et sont encore, inacceptables.

3.) 1939-1940. — Pas d'unité

En 1939, sur les injonctions de l'Internationale communiste (voir notamment lettre de Marty à Blum et article de Dimitrov), ils ont repris en totalité l'arsenal des arguments scissionnistes, non seulement contre l'unité organique, mais aussi contre l'unité d'action et le Front populaire.

Il suffira de citer entre des centaines de textes, les pages suivantes de l'article de Dimitrov (octobre 1939) :

« Les dirigeants des partis social-démocrates et des syndicats réformistes se sont cyniquement installés, dès le premier jour de la guerre, aux avant-postes dans le camp de l'impérialisme...

« Les milieux dirigeants de la II^e Internationale jouent le rôle le plus sordide et le plus criminel dans le hachoir sanglant de la guerre, et aidant la bourgeoisie à pousser les peuples à l'abattoir. De tout ce qui précède, il ressort que les communistes ne veulent faire aucun front unique avec ceux qui font front commun avec les impérialistes et soutiennent la criminelle guerre antipopulaire.

« Entre les massacres populaires et les serviteurs de l'impérialisme, s'interpose l'abîme de la guerre sanglante. Aujourd'hui le rassemblement de la classe ouvrière, des masses paysannes essentielles, des travailleurs de la ville et des intellec-

tuels avancés, peut et doit être réalisé dans un front unique populaire, formé d'en bas, nonobstant et contre les dirigeants des partis social-démocrates sur la base d'une lutte contre la guerre impérialiste et la réaction. Ce front unique de combat des masses ne peut être réalisé sans la lutte la plus résolue contre les serviteurs social-démocrates, démocrates et radicaux de l'impérialisme pour faire disparaître l'influence de ces agents de bourgeoisie dans le mouvement ouvrier et pour les isoler des masses laborieuses. »

(Cahiers du Bolchevisme, 2^e semestre 1939.)

Après 1940, ils demandent la tête des chefs socialistes

Entre l'armistice de juin 1940 et le 22 juin 1941, les communistes ont demandé au gouvernement de Vichy la mise en accusation de tous les anciens ministres socialistes parce qu'ils avaient « poussé à la guerre » et accepté « l'union sacrée ». Ils en appellent au rassemblement populaire contre le parti socialiste.

Dans « Appel au peuple de France » de juillet 1940, Thorez et Duclos réclament « la mise en accusation des responsables de la guerre » et surtout Daladier, Blum et consorts. Il faut réaliser « l'union de la nation française » non seulement pour mettre la « France au travail », mais aussi et surtout pour faire le procès des hommes et des partis « y compris le parti socialiste qui tous, nous ont conduits à la guerre » (*Cahiers du Bolchevisme*, 3^e trimestre 1940, page 9).

En même temps cette union doit amener la liquidation du parti socialiste contre lequel sont dirigés entre juin 1940 et juin 1941 de nombreux tracts invitant les jeunes socialistes à quitter leur parti (Lettre à un travailleur socialiste, Lettre à mon jeune frère socialiste, etc...) Dans un numéro de *l'Avant-garde* du début d'août 1940, on peut lire : « Blum et sa clique,

traîtres à la classe ouvrière, se sont servis de vous, jeunes socialistes, comme chair à canon au profit du capital. Tandis que fidèles au socialisme le parti communiste et son ardente jeunesse ont seuls continué la lutte contre la guerre et la répression.

« D'un côté le parti de la trahison, de la corruption, de l'autre un parti propre, courageux, infaillible, toujours soucieux du bonheur du peuple, le parti communiste. Jeunes socialistes, suivez l'exemple de vos camarades de Bourg-la-Reine qui viennent de rejoindre les rangs de la jeunesse communiste. »

A la même date, le parti communiste dans un message au peuple de France, s'exprime en ces termes :

« Seul un parti a vu clair, seul un parti a eu raison, seul un parti n'a pas été dupe ni complice, seul a eu le courage de lutter, ce parti, c'est le parti communiste français. »

Dans sa lettre au maréchal Pétain (1), le 19 décembre 1940, M. François Billoux, après avoir rappelé que les communistes ont été « les seuls à se dresser contre la guerre, les seuls vrais partisans de la paix », demande à être entendu comme tous ses amis en qualité de témoin par la Cour suprême de « Riom » afin d'y dénoncer les social-traîtres et tous les autres « bellicistes ».

(1) Reproduite intégralement dans la brochure : « Socialisme, bolchevisme et France » de Charles Alligier. (Spartacus, 20 fr., avril 1946.)

TROISIEME PARTIE

DOCUMENTS ANNEXES

I. — Obéissance absolue des communistes français à Staline

Si, actuellement encore, l'U.R.S.S. venait à diriger sa politique vers une nouvelle voie, le parti communiste changerait aussi vers cette voie.

Cachin lui-même a dit dans « l'Humanité » du 24 mai 1934 :

« Nous ne saurions pas oublier un seul instant que nous avons, nous, communistes français, un double devoir : d'abord étonner nos alliés socialistes, je dirai que le premier de ces devoirs, c'est de nous souvenir que la mission du prolétariat français est de préparer sans arrêt et de faire sa révolution ».

Rappelons aussi l'adresse du parti communiste français envoyée à Staline le 26 juillet 1935, au cours du 7^e Congrès, portant les signatures de Thorez, Cachin, Gitton, Sémard, Monmousseau, Marty, Duclos :

« Nous allons toujours suivre les ordres qui sont les ordres du chef génial des masses prolétariennes. Au moment décisif des révolutions, nous sommes sûrs de la victoire, puisque nous avons derrière nous l'Internationale communiste qui est le parti

mondial de tous les communistes, auquel nous jurons obéissance absolue. En avant, sous la bannière de Lénine et de Staline. »

Citons la réponse d'un élève de l'école des cadres du parti communiste, qui répondait à la question : « Pourquoi les communistes sont-ils des patriotes ? », par « Nous sommes des patriotes parce que notre patrie, l'U.R.S.S., est attaquée. »

(Journal officiel du 20.3.40, page 270.)

Le Congrès du parti communiste, au mois de juillet 1945, nonobstant la dissolution du Komintern, a adressé son serment d'allégeance au maréchal Staline.

II. — LE GROUPE PARLEMENTAIRE DE LA S.F.I.O. ACCUSE LE PARTI COMMUNISTE DE TRAHIR LA FRANCE ET LE SOCIALISME DEMOCRATIQUE

Le 5 octobre 1939, le groupe parlementaire du parti socialiste, prononçait en ces termes la condamnation du parti communiste :

« Le groupe parlementaire du parti socialiste constate qu'après avoir sciemment rendu la guerre inévitable en refusant d'entrer dans la coalition des peuples pacifiques, le gouvernement russe n'a pas hésité à s'associer avec l'agresseur de la Pologne, et lorsque celle-ci fut sur le point de succomber, à envahir son territoire pour toucher sans risques les prix de la trahison la plus vile que l'histoire ait enregistrée.

« Cette trahison, les dirigeants du parti communiste français l'ont approuvée. Asservis depuis longtemps à une doctrine qui est la négation même du socialisme, ils n'ont pas voulu se dégager d'une ignoble complicité. Le groupe flétrit leur attitude, et approuve hautement la C.G.T. et les Fédérations syndicales qui les ont rejetés de leur sein ».

III. — LEON BLUM DENONCE LES PALINODIES COMMUNISTES

Au sujet des volte-face sensationnelles du parti communiste, Léon Blum écrit dans *Le Populaire* du 24 novembre 1939, sous le titre « Remontons aux causes » :

« Deux fois en quatre ans, la position doctrinale et tactique d'une fraction du prolétariat français a été transformée ou même renversée par des ordres de l'appareil communiste. En 1935, passage soudain et immédiat du défaitisme révolutionnaire professé et pratiqué depuis la révolution bolchevique à un chauvinisme outrancier, puis, il y a trois mois, en pleine guerre, et dans des conditions telles que *la palinodie se compliquait de trahison*, retour au chauvinisme, au défaitisme intégral. »

Le lendemain dans un article intitulé : « Propagande et action », il précise :

« Depuis des mois la propagande communiste est, à proprement parler défaitiste. J'entends par là qu'elle tend à la défaite militaire de la nation par la dissociation des éléments sociaux et moraux qui la constituent. »

STALINE ET LE PARTI COMMUNISTE ONT TRAHI LA PAIX

Dans son récent livre « A l'échelle humaine », Léon Blum analyse la responsabilité de Staline dans le déchaînement de la guerre :

« Le parti socialiste était compromis par sa collaboration toute récente avec le communisme. Le parti socialiste s'était rapproché des communistes après le 6 février pour sauver la liberté menacée; il avait approuvé le pacte franco-soviétique de 1935 pour sauver la paix, elle aussi menacée, car le rapprochement intime des démocraties anglo-saxonne et française avec la Russie soviétique avait été le salut de la paix : mais précisément Staline avait éludé ce rapprochement; c'est avec Hitler qu'il avait traité en fin de compte; c'est le marché passé par lui avec Hitler qui avait permis l'invasion de la Pologne et déterminé la guerre. L'indignation s'était alors justement déchaînée : Staline avait trahi la paix ».

« Le parti communiste, en lui restant obstinément fidèle, trahissait la France. A la lumière de cette péripétie tragique, on évoquait tout naturellement les palinodies du communisme fran-

çais au cours des dernières années. Jusqu'à la veille du pacte de 1935, il avait préconisé et pratiqué le « défaitisme révolutionnaire ». Dès le lendemain, il était devenu le champion le plus ardent de l'indépendance et de l'honneur de la patrie. Jusqu'à la veille du pacte germano-soviétique, il avait donné le ton et même le branle dans sa campagne contre le nazisme. Dès le lendemain, il proclamait son inaltérable soumission à Staline allié de Hitler contre la France. Ces changements de front avaient été exécutés d'un coup, tout d'une masse, sans autre explication concevable que le renversement des ordres venus de Moscou, lesquels ne s'expliquaient eux-mêmes que par les revirements successifs de la politique soviétique ».

IV. — LE PARTI COMMUNISTE EST UN PARTI NATIONALISTE ETRANGER

« Ainsi il était devenu patent que la direction du parti communiste français ne lui appartenait pas en propre mais lui était imposée du dehors. Il obéissait aveuglément aux ordres dictés, non point par une organisation internationale, mais par une puissance, un Etat, qui les transformait lui-même au gré de ses intérêts nationaux ».

« Il n'était donc pas un parti internationaliste, mais bien un parti nationaliste étranger. La distinction est capitale. L'internationalisme repose sur le postulat qu'entre toutes les nations parvenues au même moment de l'évolution économique existent un certain nombre d'intérêts et d'idéaux communs. Un parti ouvrier internationaliste agit dans la conviction que l'intérêt de chaque pays, s'il est pénétré assez profondément et conçu sous l'aspect de la durée, ne peut se dissocier de l'intérêt profond et permanent des autres pays. Il entend servir la cause nationale en servant la cause internationale. Or, depuis août 1939, Staline avait décidé que l'intérêt de la République des Soviets était de s'allier avec Hitler, ennemi de la France. Il était donc inévitable que, durant la guerre, et au lendemain de

la défaite, la soumission communiste à Staline apparût comme une trahison envers le pays. »

V. — LA CONSTITUTION DE L'U.R.S.S. INSTAURE LE PARTI UNIQUE

L'article 126 de la Constitution soviétique stipule d'une manière enveloppée, mais précise cependant, que le parti communiste sera le noyau de toutes les organisations de travailleurs aussi bien sociales que des organisations d'Etat, c'est-à-dire, en fait le parti unique, ce qui constitue une atteinte caractérisée et considérable aux libertés démocratiques.

« Conformément aux intérêts des travailleurs et afin de développer l'initiative des masses populaires en matière d'organisation, ainsi que leur activité politique, le droit est assuré aux citoyens de l'U.R.S.S. de se grouper au sein d'organisations sociales : syndicats professionnels, unions coopératives, organisation de jeunesse, organisation de sport et de défense, sociétés culturelles, techniques et scientifiques, les citoyens les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs s'unissent dans le parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S.

Avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour l'affermissement et le développement du régime socialiste et noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs aussi bien des organisations sociales que des organisations d'Etat ».

VI. — LES COMMENTAIRES DE M. MIRKINE GUETZEYITCH SUR LA CONSTITUTION DE 1936

M. Mirkine Guetzevitch a publié en 1938, chez Delagrave, un livre sur « les constitutions de l'Europe nouvelle ». Dans son essai de synthèse introductif, il écrit notamment :

« La nouvelle Constitution établit le suffrage universel. Or, politiquement, ce suffrage est nul et l'article 141 explique l'énigme de ce suffrage : aux élections, les candidatures sont présentées par circonscriptions électorales, le droit de présen-

ter les candidats est réservé aux organisations sociales et aux associations de travailleurs ; aux organisations du parti communiste, aux syndicats, aux sociétés coopératives, aux organisations de la jeunesse, aux sociétés culturelles ». « Ainsi, les candidatures ne peuvent être présentées que par les organisations soviétiques, c'est-à-dire par le gouvernement. Il ne s'agit donc pas de suffrage, mais de plébiscite, où l'opposition ne peut s'abstenir ; le peuple ne choisit pas ses députés, tous les candidats étant imposés par le gouvernement. De même, en Italie, le suffrage n'est que le droit de voter pour les candidats présentés par le Grand Conseil fasciste. » « Pour que le suffrage universel soit une réalité, il faut que ce suffrage soit absolument libre et qu'il ait comme corollaire la liberté de la presse, la liberté de réunion, la liberté des partis politiques, sinon le suffrage est faussé. Mais quand, en plus, il s'agit d'un suffrage où les candidatures officielles sont seules admises, on ne peut même pas discuter le démocratism de cette réunion. La Constitution le proclame d'ailleurs dans son article 126, avec la plus grande franchise ».

La Constitution exclut elle-même toute possibilité d'autres partis politiques. Le pouvoir est le monopole du parti communiste. Cet article, qui ne figurait pas dans les Constitutions précédentes, élimine définitivement toute discussion au sujet de la « démocratisation » du régime. Si, dans les Constitutions précédentes, le parti communiste n'avait encore pas le caractère officiel, avec la nouvelle Constitution l'identité de l'Etat et du parti — base véritablement du régime — est proclamée nettement et catégoriquement.

Rien n'est donc changé en Russie des Soviets au point de vue politique. Le pouvoir, comme auparavant, appartient au parti communiste, et la dictature du parti est à présent exprimée formellement dans un texte constitutionnel. Le pouvoir appartient à un groupe qui veut le conserver. Devant la situation internationale menaçante, ce groupe a besoin, plus que jamais, de serviteurs fidèles. Il faut, en cas de conflit international, que les

généraux, les officiers et même les soldats sachent que, défendant le pouvoir, ils défendent leurs intérêts personnels, c'est pourquoi la nouvelle Constitution accorde à quelques catégories privilégiées le droit de propriété, cet excellent stimulant de la fidélité et de l'énergie.

VII. — LE PIVOT DE LA CONSTITUTION EST LA DICTATURE DU PARTI

M. Molotov, président du Conseil des commissaires du Peuple, après « le vote du Congrès », a fait ainsi l'apologie du nouveau texte :

« Ces changements dans le système électoral attestent que nous prenons tout ce qu'il y a de meilleur dans l'organisation démocratique des autres Etats, que nous le transplantons dans notre pays et l'adaptions aux conditions de l'Etat soviétique. Ne reste en marge que le droit à la légalité pour les partis politiques, le parti communiste excepté. Dans notre pays où il n'existe pas de classes ennemies, où les ouvriers et les paysans sont groupés autour du parti communiste et où les autres partis politiques, ainsi que toute notre expérience l'a montré, ne sont que les agents des restaurateurs du capitalisme, il ne peut y avoir de place pour leur législation (vifs applaudissements)... Avec le nouveau régime électoral, la possibilité n'est pas exclue que quelqu'un, appartenant aux éléments hostiles, soit élu si, par endroits, notre agitation et notre propagande sont défectueuses. Mais ce même danger doit, en définitive, être profitable à notre œuvre, pour autant qu'il stimulera les organisations qui en ont besoin, ainsi que les militants assoupis (journal de Moscou, 8 décembre 1936).

Les droits des citoyens de l'U.R.S.S. sont, pour M. Molotov, plus larges que les « faibles libertés et droits démocratiques bourgeois ». Il prétend que les paysans et les ouvriers ont toujours eu dans les soviets 97 p. 100 des sièges. Il se trompe naturellement. D'après les statistiques soviétiques, les paysans étaient représentés aux soviets dans une proportion de 22,6 p.

100 seulement (Brodovitch, le Droit électoral soviétique, en russe, éditions d'Etat, Leningrad 1929 p. 80 et suivantes).

Sous la Constitution tzariste, après les modifications de la loi électorale de 1907, les paysans avaient une représentation égale à 22,4 p. 100. Ainsi, la révolution communiste, d'après les chiffres fournis par les communistes eux-mêmes, a augmenté la représentation des paysans de 0,2 p. 100 seulement. Pour un pays essentiellement paysan, cette augmentation du droit électoral des paysans n'est vraiment pas grande.

Le pivot de la Constitution est la dictature du parti. Le reste ne présente pas grand intérêt. En effet peut-on prendre au sérieux les affirmations du président du Comité exécutif central de l'U.R.S.S., M. Kalinine, qui affirme que la déclaration des Droits de l'homme de 1789 est bien piètre document en comparaison avec les Droits des citoyens soviétiques ? Aucune discussion sur ce point n'est possible.

Comment appeler démocratie un semblable régime ? La voie de la libération est pour le peuple russe, comme pour le peuple français, celle de la Révolution socialiste. Révolution dans la liberté, avec le respect inconditionné de la dignité humaine.

Et nous savons avec Rosa Luxembourg que la liberté c'est d'abord « la liberté de celui qui pense autrement ».

TABLE DES MATIERES

PREFACE

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLEME DE LA DEFENSE NATIONALE

I. — 1920-1930 : ANTIMILITARISME	7
1) Après l'avènement de Hitler	8
2) Pas de Patrie	10
3) Pas d'union sacrée	10
4) Pas de guerre de la Démocratie contre le Fascisme	10
II. — Mai 1935 : Premier tournant : VIVE LA FRANCE, VIVE L'ARMEE	12
III. — 23 août 1939 : Second Tournant : LE PACTE GERMANO-RUSSE	15
1) Hitler ne veut pas la guerre	15
2) Texte de l'arrangement soviétique-allemand relatif à la Pologne	16
3) Politique de collaboration	17
4) Le point de vue de Moscou	18
IV. — PAIX IMMEDIATE. — LA LETTRE DES DEPUTES COMMUNISTES A M. HERRIOT.	
1) Sabotage à l'usine, Sabotage au front.....	21
2) La politique communiste jugée par les Radicaux...	22
3) La politique radicale jugée par les communistes...	23
V. — JUILLET 1940-JUIN 1941	24
1) La collaboration	24
2) Pour la législation officielle du Parti	25
3) Front unique avec les Nazis	26

VI. — POLITIQUE INTERIEURE	
1) Politique intérieure	27
2) C'est au Parti communiste d'instruire le procès ...	28
3) Contre le maquis	28
VII. — JUIN 1941. — TROISIEME TOURNANT	31

CHAPITRE II

LE PROBLEME DE L'UNITE OUVRIERE

I — LA TROISIEME INTERNATIONALE	32
1) Les XXI conditions	32
II. — LES VICISSITUDES DE L'UNITE	33
1) 1921-1934. L'unité est une trahison	33
2) 1935-1936. Unité ! Unité !	34
3) 1939-1940. Pas d'unité	34
III. — APRES JUIN 1940, ILS DEMANDENT LA TETE DES CHEFS SOCIALISTES	36

CHAPITRE III

DOCUMENTS ANNEXES

I. — OBEISSANCE ABSOLUE DES COMMUNISTES FRAN- ÇAIS A STALINE	38
II. — LE GROUPE PARLEMENTAIRE DE LA S.F.I.O. AC- CUSE LE PARTI COMMUNISTE DE TRAHIR LA FRANCE ET LE SOCIALISME DEMOCRATIQUE ...	39
III. — LEON BLUM DENONCE LES PALINODIES COMMU- NISTES	39
IV. — LE PARTI COMMUNISTE EST UN PARTI NATIO- NALISTE ETRANGER	41
V. — LA CONSTITUTION DE L'U.R.S.S. INSTAURE LE PARTI UNIQUE —.....	42
VI. —LES COMMENTAIRES DE M. MIRKINE GUETZEVITCH SUR LA CONSTITUTION DE 1936	42
VII. — LE PIVOT DE LA CONSTITUTION EST LA DICTA- TURE DU PARTI	44